Insee Conjoncture
Provence-Alpes-Côte d'Azur
N° 24
Avril 2019

La création d'emploi marque le pas

Au cours du quatrième trimestre 2018, l'environnement international s'est singulièrement assombri. Le commerce mondial a été pénalisé par le recul des échanges extérieurs chinois. L'activité en zone euro est à la peine en cette fin d'année. La France, moins exposée aux turbulences du commerce mondial, résiste un peu mieux. La croissance se maintient à 0,3 % au quatrième trimestre et le taux de chômage repart à la baisse.
En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié est stable en cette fin d'année. En particulier, les effectifs dans le tertiaire marchand n'augmentent plus. Comme au niveau national, le taux de chômage recule pour s'établir à 10,2 %. Au niveau sectoriel, la fréquentation dans l'hôtellerie régionale augmente légèrement grâce au retour de la clientèle résidente. La construction de logements diminue encore, tout comme au niveau national.

Vincent Delage, Philippe Winnicki, Insee

Rédaction achevée le 2 avril 2019

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, au quatrième trimestre 2018, le nombre total de salariés (privé et public confondus) s'élève à 1 846 000 *(figure 1)*. L'emploi salarié est stable dans le privé comme dans le public.

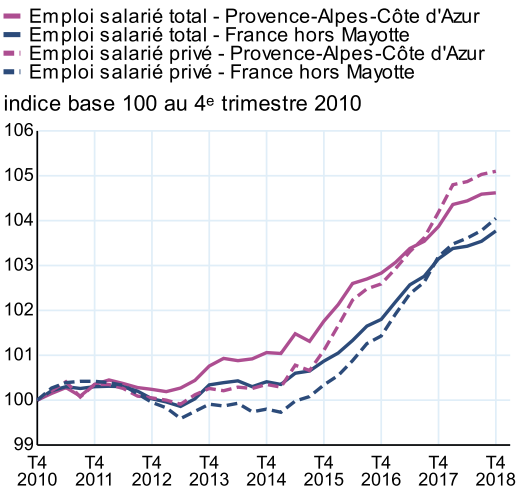
Sur l'ensemble de 2018, l'emploi progresse à un rythme de 0,7 %, un peu moins vigoureux qu'en 2017 (+1,0 %). Cette croissance a encore permis la création de près de 13 000 emplois, mais essentiellement concentrée en début d'année.

Au quatrième trimestre, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim, qui représente presque la moitié des emplois dans la région, n'évolue pas, après deux trimestres de progression déjà faible (+0,1 %) *(figure 2)*.

Au sein du tertiaire marchand hors intérim, seules les activités de soutien aux entreprises restent dynamiques ce trimestre (+0,8 % après +0,5 %). Les effectifs évoluent peu dans le transport et entreposage (+0,1 % après –0,3 %) ; ils se stabilisent dans les activités immobilières, qui perdaient de l'emploi depuis mi-2017, ainsi que dans le commerce. Même le secteur de l'information-communication, jusqu'alors très porteur, crée peu d'emplois ce trimestre (+0,2 % après +2,0 %). La situation continue de se dégrader dans l'hébergement-restauration : le secteur perd près de 1 000 emplois ce trimestre (–0,9 % après –0,4 %). Enfin, les activités financières et d'assurance ainsi que les autres activités de services réduisent également leurs effectifs (respectivement –0,7 % et –0,4 %).

Sur l'ensemble de l'année, le tertiaire marchand hors intérim est à l'origine de 6 950 emplois supplémentaires, contre 12 000 en 2017.

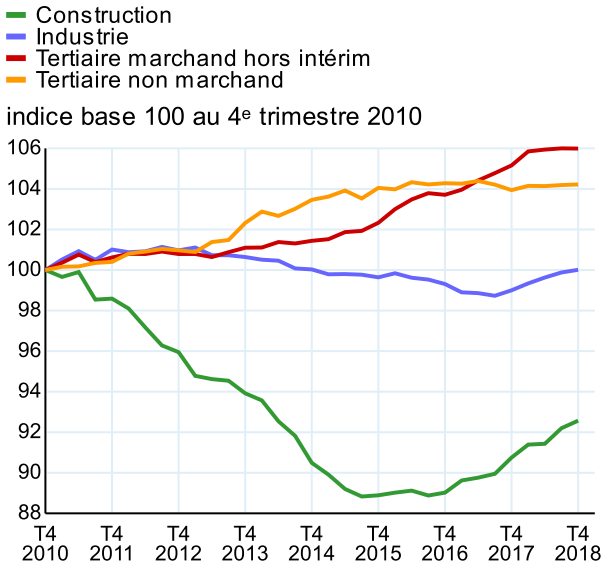
1 Évolution de l'emploi salarié



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

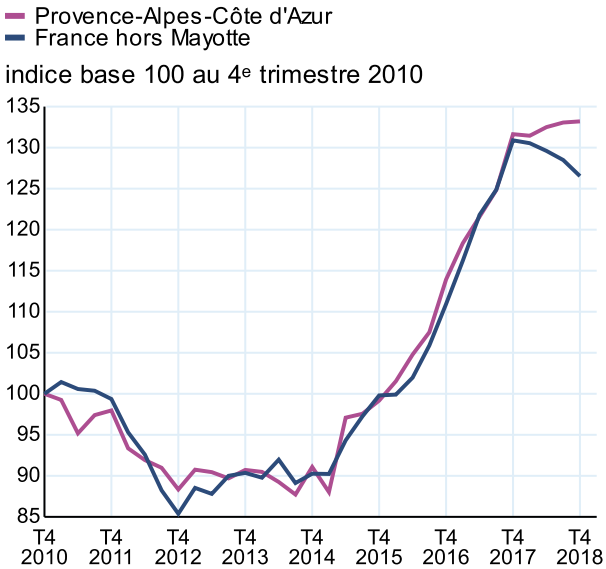
Insee

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

Dans l'intérim, les effectifs se stabilisent également au quatrième trimestre (+0,1 % après +0,4 % et +0,8 %). Mais l'emploi résiste toutefois mieux qu'au niveau national où l'intérim est en baisse depuis le début de l'année *(figure 3)*. Sur l'ensemble de l'année 2018, l'intérim n'aura créé que 600 emplois contre 6 800 en 2017.

L'emploi dans la construction reste bien orienté ce trimestre malgré un léger fléchissement (+0,4 % après +0,8 %). Avec 400 emplois supplémentaires, le secteur est l'un des principaux moteurs de la création d'emploi dans la région ce trimestre. Avec près de 2 000 emplois supplémentaires sur l'année, la construction aura créé autant d'emplois en 2018 qu'en 2017.

Dans l'industrie, les effectifs ralentissent au quatrième trimestre (+0,1 % après +0,3 %). L'agro-alimentaire rebondit après le trou d'air du trimestre dernier (+0,8 % après –0,8 %) et le secteur regroupant industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, cokéfaction et raffinage reste dynamique (+0,5 % après +0,8 %).

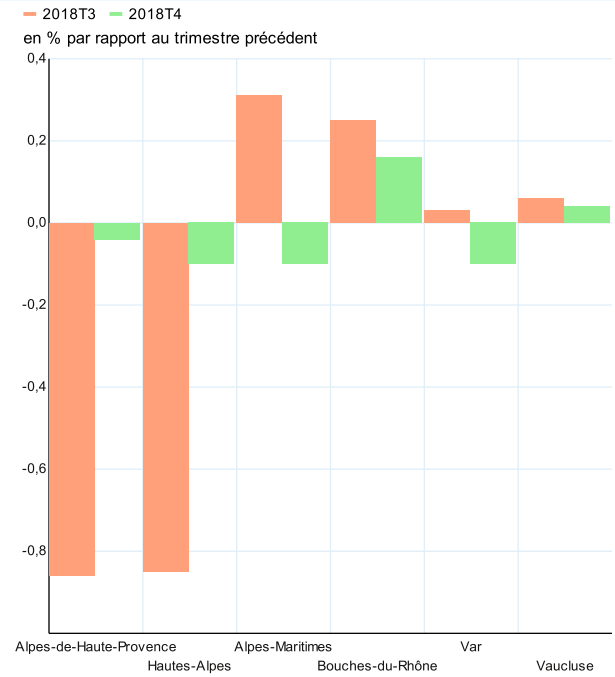
L'emploi progresse un peu dans la fabrication de matériels de transport (+0,2 %) et se stabilise dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et la fabrication de machines (+0,1 % après +0,8 %).

Au sein de l'industrie, seul le secteur de la fabrication d'autres produits industriels perd des effectifs ce trimestre (–0,4 % après +0,4 %). La reprise de l'emploi industriel, amorcée fin 2017, s'est confirmée tout au long de 2018. Au total, le secteur a créé plus de 1 500 emplois après en avoir perdu 500 l'année précédente.

Dans le secteur tertiaire marchand, les effectifs salariés sont stables ce trimestre.

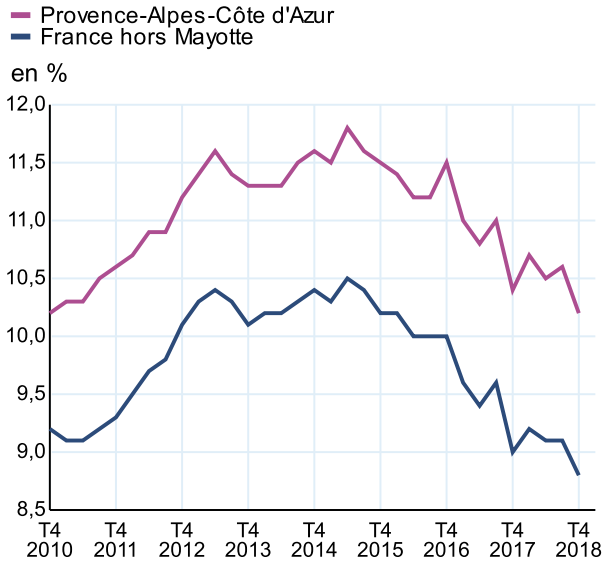
Dans la plupart des départements, l'emploi est atone ce trimestre. Seul le département des Bouches-du-Rhône connaît une progression de ses effectifs au même rythme que le trimestre précédent (+0,2 %). Ils se contractent légèrement dans le Var et les Alpes-Maritimes (–0,1 %). Dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes, l'emploi se stabilise ce trimestre après une baisse sensible au troisième trimestre. En Vaucluse, les effectifs stagnent pour le deuxième trimestre consécutif *(figure 4)*.

4 Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

5 Taux de chômage



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

En France (hors Mayotte), l'emploi salarié total augmente légèrement ce trimestre (+0,2 % après +0,1 %). Les effectifs progressent plus vite qu'au troisième trimestre dans la plupart des secteurs : le tertiaire marchand hors intérim (+0,4 % après +0,3 %), la construction (+0,5 % après +0,4 %), l'industrie (+0,2 % après trois trimestres de stabilité), et le tertiaire non marchand (+0,1 %). Seul l'intérim se comprime plus fortement qu'au trimestre dernier (–1,5 % après –0,9 %).

Le taux de chômage à la baisse

Après un troisième trimestre en légère hausse (+0,1 point), le taux de chômage localisé repart à la baisse au quatrième trimestre 2018 (–0,4 point), à l'image de la tendance nationale. Il s'établit à 10,2 % de la population active et recule de 0,2 point sur un an *(figure 5)*. Le taux de chômage baisse dans tous les départements de la région. Les Bouches-du-Rhône (10,6 %) et le Vaucluse (11,5 %) suivent *stricto sensu* la tendance régionale. Le repli est de –0,3 point dans les Alpes-de-Haute-Provence (10,8 %) et les Alpes-Maritimes (9,4 %) et de –0,2 point dans les Hautes-Alpes (8,4 %).

En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT baisse de 0,3 point et s'établit désormais à 8,5 % de la population active au quatrième trimestre 2018. Il baisse de 0,1 point sur un an.

La construction de logements diminue encore

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 36 600 permis de construire ont été délivrés sur l'année 2018. La tendance baissière entamée depuis le début de l'année se confirme au quatrième trimestre (–5,9 % sur un an après –4,9 % fin septembre) *(figure 6)*. En France (hors Mayotte), le recul est moins prononcé que dans la région (–1,7 % après –2,4 %).

Dans le même temps, le nombre de logements en construction dans la région est également à la baisse (–3,7 % soit 36 200 logements sur l'année 2018). En France hors Mayotte, la tendance est identique (–2,4 %).

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de logements neufs vendus diminue encore ce trimestre (–7,7 % par rapport au quatrième trimestre 2017, soit 3 400 logements réservés). L'offre de logements neufs fin 2018 est également en forte baisse (–27,5 % par rapport au quatrième trimestre 2017, soit 2 600 logements réservés). L'encours de logements diminue fortement ce trimestre et atteint 13 040 unités.

Hausse modérée de la fréquentation hôtelière en fin d'année

Après un été stable, la fréquentation hôtelière augmente légèrement en fin d'année en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,5 % par rapport au quatrième trimestre 2017) *(figure 7)*. Dans les autres régions touristiques, l'évolution de la fréquentation hôtelière est à nouveau contrastée. Elle baisse en Corse (–1,8 %) et en Occitanie (–0,5 %), se maintient quasiment en Bretagne (–0,2 %) et progresse en Île-de-France (+2,8 %), en Nouvelle-Aquitaine (+1,3 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,0 %). Au total, la fréquentation hôtelière en France a augmenté de 1,6 %.

Parmi les départements de la région, la fréquentation hôtelière progresse dans les Alpes-de-Haute-Provence (+11,4 %), les Hautes-Alpes (+5,6 %), les Bouches-du-Rhône (+8,0 %) et le Vaucluse (+1,9 %). Au contraire, les hôtels des Alpes-Maritimes (–5,2 %) et du Var (–4,3 %) ont perdu de la clientèle.

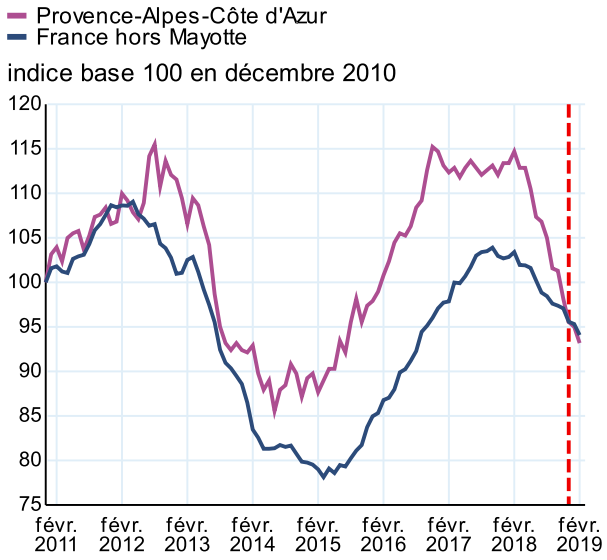
La légère hausse de fréquentation hôtelière ce trimestre est imputable à la clientèle résidant en France (+0,9 %), alors que la clientèle non résidente est en baisse (–0,4 %). Comme au troisième trimestre, le recul de la clientèle européenne (–2,6 %) est en partie compensé par la clientèle lointaine, toujours plus présente (+4,4 %).

La fréquentation en provenance des pays de la zone euro chute encore (–5,8 % après –2,5 %). Cette baisse touche les principales nationalités séjournant habituellement dans la région : les Espagnols (–5,1 %), les Italiens (–6,0 %), les Néerlandais (–8,2 %), les Belges (–6,7 %) et les Allemands (–10,5 %). La clientèle britannique progresse (+1,2 %).

Parmi les clientèles lointaines, les Américains sont venus encore en nombre en cette fin d'année (+11,5 %). En revanche, la fréquentation des Chinois repart à la baisse (–5,6 %) et celle des Russes chute fortement (–11,7 %). Dans une moindre mesure, les touristes en provenance du Proche et du Moyen-Orient se sont aussi détournés de notre région (–1,6 %).

D'après les premières données disponibles pour les mois de janvier et de février, cette hausse de fréquentation hôtelière constatée dans notre région semble se confirmer en début d'année.

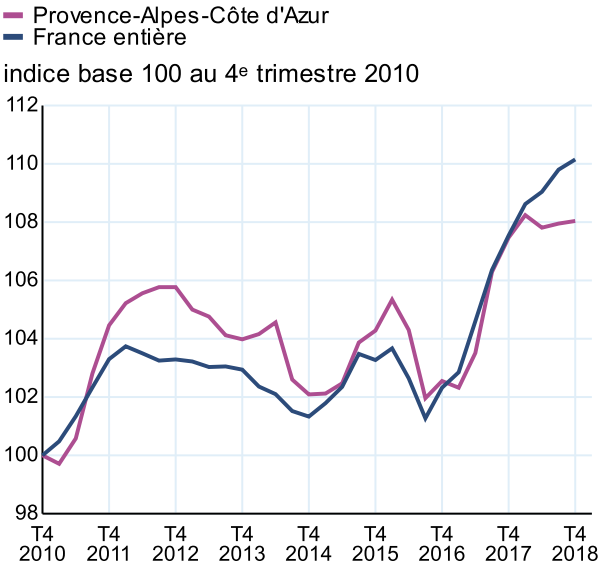
6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Sources : SDES, Sit@del2

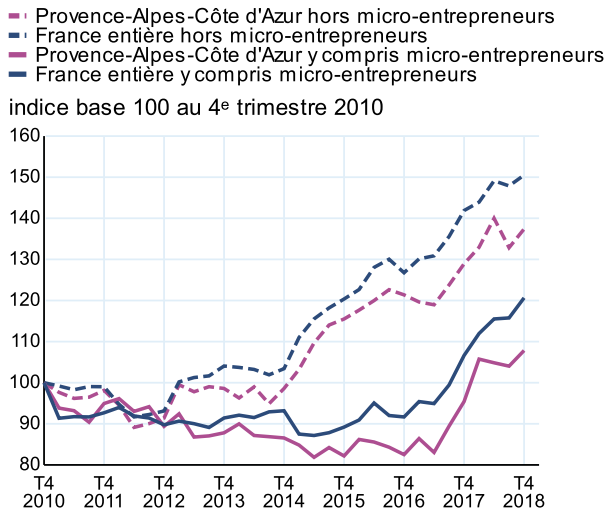
7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au quatrième trimestre 2010.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

8 Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

Les créations d'entreprises restent nombreuses

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 17 800 entreprises ont été créées au quatrième trimestre 2018. En hausse de 3,7 % par rapport au troisième trimestre, le nombre d'immatriculations d'entreprises dans la région est au plus haut depuis 2010. Près de la moitié d'entre elles relève du régime de la micro-entreprise *(figure 8)*.

Sur un an, l'évolution du nombre de créations d'entreprises reste vive dans la région comme au niveau national (+13,0 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur a diminué de 12,6 % en 2018. Sur l'année, 5 240 entreprises ont déposé le bilan, soit le niveau le plus bas depuis 2006. La décrue concerne la construction (–19,0 %), le commerce (–6,8 %) et l'hébergement-restauration (–13,8 %). En revanche, les défaillances s'accroissent dans le transport-entreposage (+6,2 %) et l'industrie (+2,5 %).

En France entière, la tendance est moins prononcée que pour la région : le nombre de défaillances sur un an diminue de 1,2 %.

AVERTISSEMENT

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.
De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.
Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Contexte international – L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de +0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de Hard Brexit intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le shutdown pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Contexte national – L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+0,4 % de croissance par trimestre après +0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de +1,1 % à mi-année, après +1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpenti
CS 70 004
13 395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :
Alberto Lopez

Rédacteur en chef :
Jérôme Domens

Crédits photos :
Insee

ISSN : 2417-1417 (en ligne)

© Insee 2019

Pour en savoir plus :

- Tableau de bord de la conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Publications *Insee Conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur*
- « Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tensions », *Note de de conjoncture - mars 2019*

Insee
Mesurer pour comprendre